

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

Ce texte de Ludo Bettens est également paru dans l'ouvrage : *Force murales, un art manifeste*. Louis Deltour, Edmond Dubrunfaut, Roger Somville, Wavre, Editions Mardaga, 2009, p. 23-36.

Forces murales, un collectif ancré dans son temps

Non à la guerre, La marche au socialisme, Les grandes grèves de 1950 à Bruxelles, Le Congrès de Varsovie, Tous au Festival de la Jeunesse à Berlin, Le chômage à Verviers, Marcinelle 56, Hommage aux visiteurs (de l'Expo 58)... La simple évocation de ces titres d'œuvres signées (de manière collective ou individuelle) par Louis Deltour, Edmond Dubrunfaut, Roger Somville ou par le collectif Forces murales qu'ils fondent en 1947, suffit à montrer à quel point ces trois artistes sont des enfants de leur siècle, impliqués dans les mouvements sociaux et politiques de leur temps. Le manifeste cosigné par ces artistes et jeunes sympathisants communistes (le plus jeune, Louis Deltour, a 20 ans à peine ; Edmond Dubrunfaut, le doyen, en a 27) témoigne de cette volonté d'ancrage dans leur époque. La deuxième étape prévue dans ce manifeste a ainsi pour ambition de créer « un art public exal-



Forces murales, *En avant vers Sheffield ou Le Congrès de Varsovie*, 1950, détrempe à l'acrylique et fusain sur toile, 240 x 380 cm, Seraing, IHOES.

tant la vie et le travail des hommes, leurs luttes, leurs souffrances, leurs joies, leurs victoires et leurs espoirs ». Les luttes des hommes, leurs souffrances, leurs espoirs... Peut-on imaginer source d'inspiration plus en phase avec la vie sociale, économique et politique ? Par ailleurs, les trois artistes entendent « mettre l'art au service d'un public plus large ». Projet politique autant qu'esthétique, Forces murales est, plus que tout autre groupe créatif, indissociable du contexte qui l'a vu naître : celui d'un monde anéanti par la guerre, avide de se reconstruire sur de nouvelles bases, d'un monde ressourcé par sa

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

victoire sur le nazisme mais dont la belle unanimité à proclamer « Plus jamais ça » se fissure rapidement pour faire place, pendant plus de quatre décennies, à une géostratégie bipolaire. 1947, c'est en effet l'année de la division de l'Allemagne, de la « Doctrine Truman » et de la création du *Kominform* qui font glisser le monde dans la crispation de la guerre froide, dominée par le spectre atomique. C'est aussi, dans beaucoup de pays européens (dont la Belgique), l'époque où le Parti communiste est au faite de son influence. Tandis qu'aux États-Unis, le Secrétaire d'État George Marshall élabore son plan, le Benelux se met en place et le système de concertation sociale belge fait un bond en avant avec la reconnaissance de la délégation syndicale.

En 1959, l'année où Edmond Dubrunfaut et Roger Somville mettent fin à l'aventure Forces murales (Louis Deltour a quitté le groupe dès 1953), la guerre froide se renforce avec l'entrée de Fidel et du « Che » dans la légende et certains pays d'Europe occidentale redoutent la perte de leurs colonies. Entre-temps, la Belgique a connu l'abdication d'un roi, la Corée a essuyé une guerre, la Hongrie panse les plaies d'une révolution manquée et la politique de libre-échange prospère au sein du Marché commun... Forces murales aura vécu plus d'une décennie (une longévité exceptionnelle pour un groupe artistique) et l'une des plus passionnantes du XX^e siècle.

Brosser en quelques pages un contexte aussi foisonnant relève évidemment de la gageure et les propos qui suivent souffrent sans doute d'un certain schématisme, voire d'un excès de simplification. L'histoire retracée ici est envisagée de manière délibérée à travers le prisme « déformant » de Forces murales. Plutôt que certains faits marquants de la décennie (comme la Question scolaire), nous avons privilégié les événements et mouvements qui ont eu une influence sur le collectif et sa production artistique. De même, nous avons choisi de retracer à grands traits certains événements déjà abondamment traités tels que la Question royale pour nous étendre davantage sur des aspects plus méconnus tels les mouvements pacifistes par exemple. Il en résulte certes un aperçu déséquilibré par rapport à l'historiographie traditionnelle mais qui, nous le gageons, rend bien compte du décor politique, économique et social dans lequel s'est développée l'expérience unique de Forces murales.

De la Grande Alliance à la guerre froide

L'enthousiasme quelque peu utopique qui a présidé aux accords de Yalta (février 1945) et à l'approbation, à San Francisco, de la Charte des Nations unies (avril 1945) se fissure rapidement à la suite d'une série de crispations qui ne cesseront de se multiplier et de s'exacerber au cours de la décennie étudiée, entraînant une polarisation du monde entre les « démocraties libérales pluralistes » et les « démocraties populaires marxistes à régime autoritaire », un combat des chefs personnifié par Staline et Khrouchtchev d'une part, Truman et Eisenhower de l'autre. La Belgique, comme la plupart des autres pays d'Europe occidentale, va voir son opinion publique basculer en quelques années d'une empathie pour les communistes, héros de la Résistance, à la peur paranoïaque du Péril rouge¹.

La guerre froide s'est manifestée dans les camps américain et soviétique par une propagande renforcée. Ici, une affiche vantant le Parti communiste. *Nous remplirons avec succès les grandes missions fixées par le XIX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. EN AVANT VERS LE COMMUNISME !*, affiche, 1953, coll. IHOES (Seraing).



EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

Les causes de la guerre froide et la mise en place de la surenchère paranoïaque

Les premières tensions entre les deux Grands se font jour dès le lendemain des accords de Yalta. Au centre du conflit se trouve l'absence de concertation des Alliés sur l'application du programme de « dénazification et de démocratisation » de l'Allemagne vaincue, décidé à la Conférence de Potsdam en août 1945. L'Allemagne est divisée en quatre zones d'occupation sous le contrôle des quatre principaux alliés contre le III^e Reich (Union soviétique, États-Unis, Grande-Bretagne et France). Winston Churchill, inquiet du maintien de l'Armée rouge dans les pays de l'Est qu'elle a libérés de l'occupation allemande et par la politique de « vassalisation » de ces pays par Staline (qui se manifeste par le non-respect des engagements soviétiques vis-à-vis de la Pologne et des Balkans) lance, dans le célèbre discours de Fulton, l'avertissement suivant : « De Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers tout le continent ». La métaphore du « Rideau de fer » (utilisée dès mai 1945 dans un télégramme de Churchill à Truman) constituera la formule consacrée pour les quatre décennies suivantes. Tandis que la « Doctrine Truman » entend endiguer le communisme par tous les moyens, entraînant dans son sillage le développement d'un mouvement anticommuniste, le *Kominform*, créé en septembre 1947 en vue d'informer les partis communistes frères, dénonce le camp impérialiste... Tous deux précipitent le monde entier dans une vision géopolitique manichéenne et bipolaire dominée selon les camps par les équations « démocratie vs totalitarisme » et « démocratie vs impérialisme ». La fusion des trois zones occupées par les Occidentaux et la politique plus conciliante envers l'Allemagne, qui aboutit à la reconnaissance en 1948 d'un État allemand occidental, sont jugées par l'URSS comme une violation des accords de Potsdam. Commence alors un exercice de musculation continu entre les deux superpuissances. Avec le coup

d'état communiste de Prague (en février 1948) et le blocus de Berlin par l'URSS (qui de juin 1948 à mai 1949 force les Occidentaux à mettre en place un pont aérien), la menace du bloc communiste prend une forme concrète. Afin d'y faire face, les États-Unis et leurs alliés mettent en place de nombreuses alliances défensives. Parmi celles-ci, le Traité de l'Atlantique Nord (signé en 1949) prévoit une alliance automatique entre les pays signataires (États-Unis, Canada et dix pays européens occidentaux). Il est doté l'année suivante d'une structure militaire, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). De leur côté, en réaction à l'entrée de la République fédérale d'Allemagne dans l'OTAN, les pays socialistes signent à Varsovie, en mai 1955, un pacte de défense réciproque.



Joseph Staline, Harry S. Truman et Winston Churchill, lors de la conférence de Potsdam en juillet-août 1945, coll. IHOES (Seraing).

La lutte se mène également sur le plan économique. Le plan Marshall participe idéologiquement à la politique de Truman. L'injection massive de dollars dans la reconstruction de l'économie européenne n'a pas seulement un but humanitaire (voir *infra*) mais entend aussi recréer un marché pour les exportations américaines et susciter une zone de libre-échange en regroupant les pays européens au sein de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique). Mais il s'agit aussi de limiter les progrès du Parti communiste dans plusieurs pays occidentaux (notamment en France, en Italie et en Belgique...). Staline ne s'y trompe pas et refuse de souscrire au plan. Le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) qui coordonne les économies des démocraties populaires est la réponse soviétique au plan Marshall et à l'OECE.

Dans ce climat glacial de suspicion généralisée, toute nouvelle crise prend un caractère explosif. Elles ne manqueront pas. En juin 1950, la Corée du Nord envahit (avec l'assentiment de Staline) sa voisine du Sud. Les États-Unis volent au secours de cette dernière. La guerre de Corée, qui durera trois

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

ans, se clôt par la signature d'un armistice, non suivi d'un traité de paix. L'insurrection de Budapest, écrasée par les chars soviétiques (1956) et la crise de Suez (1956) sont d'autres moments de tension extrême où ressurgit à chaque fois le spectre d'un conflit nucléaire.

Le monopole atomique des États-Unis, qui est un des facteurs d'inquiétude à l'Est, prend fin dès août 1949 avec l'acquisition par l'URSS de la bombe A. S'ensuit une course effrénée à l'armement : explosion de la première bombe thermonucléaire américaine (novembre 1952), essais de la bombe H en URSS (août 1953), première explosion nucléaire britannique (octobre 1953), mise en service du premier sous-marin atomique américain (1954). Une escalade que ne parvient pas à arrêter la vague pacifiste qui déferle sur le monde à la même époque.

Les mouvements de paix internationaux

La victoire sur les forces de l'Axe entraîne une recrudescence du pacifisme : aux mouvements nés dans l'entre-deux-guerres² viennent s'ajouter de nouvelles formations³. Parmi elles, *Pax Christi*. Fondé en mars 1945 au sein d'un groupe de catholiques français et allemands, ce mouvement catholique international de « prière, de pensée et d'action pour la paix » entend œuvrer à la réconciliation entre les peuples. Soutenu par le Pape Pie XII, il prend une dimension internationale. En 1950, il s'institutionnalise sous la forme d'une association internationale basée à Fribourg. Dépendant directement de la hiérarchie religieuse, il se cantonne à des initiatives charitables et doctrinales et n'a guère d'influence au niveau politique.

C'est tout le contraire du Mouvement mondial de la paix. Produit de la guerre froide, il naît en 1949 à l'initiative du Bureau international de liaison des intellectuels (constitué lors du Congrès mondial des intellectuels pour la paix qui s'est tenu en août 1948 dans la ville polonaise de Wrocław et au sein duquel on trouve notamment le Résistant français Yves Farge) et de la Fédération démocratique internationale des femmes. Ces deux associations appellent à la tenue du 1^{er} Congrès mondial des partisans de la paix qui se déroule à Paris, en avril 1949. Issus de 70 pays, les quelque 2200 participants signent un manifeste « La Bataille de la Paix, c'est-à-dire la Bataille de la vie est engagée ». Les principales revendications en sont la coexistence pacifique des différents systèmes politiques, la fin de la course à l'armement (et la suppression des armes de destruction massive) et l'élimination de toute forme de colonialisme... Le comité permanent mis en place lors du Congrès est présidé par le Prix Nobel de Chimie, Frédéric Joliot-Curie. Il prend le nom de Conseil mondial de la paix (CMP) en 1950. Composé de sections nationales (dont l'Union belge pour la défense de la paix – UBDP), le CMP regroupe en son sein de nombreux communistes actifs dans les mouvements pacifistes de l'entre-deux-guerres puis dans la Résistance. Considéré par ses détracteurs comme « crypto-communiste », il sert les desseins du mouvement communiste international et défend la politique étrangère soviétique⁴. Des campagnes sont ainsi organisées contre la guerre de Corée (1950-1953), contre le réarmement de la République fédérale d'Allemagne et contre le projet de Communauté européenne de défense – CED (1951-1953), contre la nomination du général allemand Speidel à la tête du commandement terrestre de l'OTAN (1956) et bien sûr de manière générale contre l'utilisation d'armes bactériologiques et nucléaires. À cet égard, l'Appel de Stockholm, lancé en 1950 avec comme mot d'ordre « l'interdiction absolue des armes atomiques et de destruction massive », constitue la plus célèbre campagne internationale menée par le CMP : elle aurait, d'après lui, récolté quelques 500 millions de signatures (représentant un cinquième de la population de l'époque), dont près de 300 000 pour la seule Belgique !

L'assise internationale du CMP se vérifie régulièrement lors des rencontres internationales qu'il organise et qui rencontrent à chaque fois un large succès. Au 1^{er} Congrès mondial des partisans de la paix de Paris (1949), succède, pour la période qui nous intéresse, celui de Varsovie (1950), le Congrès des peuples pour la paix à Vienne (1952) et enfin le Congrès mondial pour le désarmement et la coopération internationale à Stockholm (1958). Arrêtons-nous un instant sur le Congrès de Varsovie dont l'organisation tumultueuse est symptomatique de la méfiance des pays occidentaux envers un mouvement de la paix considéré comme trop proche des idées communistes. Initialement, c'est Gênes qui avait été choisie pour accueillir le II^e Congrès des partisans de la paix. La colombe de la paix de

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

Picasso en constituait l'emblème. Face au refus du gouvernement de De Gasperi d'accorder des visas aux délégués, les organisateurs se tournent vers Sheffield, mais le gouvernement britannique à son tour tente de saboter le congrès. En octobre 1950, il interdit l'accès du territoire aux membres du comité de préparation du congrès et, à la veille de l'ouverture de la manifestation, il refuse de valider les passeports des délégués jugés indésirables. La rencontre internationale est alors transférée en urgence à Varsovie (un « pont aérien » jeté entre Bruxelles et Prague permet le transfert rapide des délégués présents) où elle s'ouvre avec seulement trois jours de retard, le 16 novembre 1950. Ces péripéties expliquent pourquoi la toile réalisée par Forces murales, en vue de concourir aux Prix internationaux de la paix octroyés dans le cadre du congrès, porte un double titre *En avant vers Sheffield* et *Le Congrès de Varsovie*⁵.

L'Union belge pour la défense de la paix (UBDP) est la section belge du Conseil mondial de la paix. Créée en 1949 par le PCB avec la collaboration de membres du Front de l'Indépendance et des personnalités non-communistes, elle poursuit au niveau national l'action du CMP mais s'investit également dans une série d'actions liées spécifiquement à la situation nationale telles l'opposition aux bases militaires américaines en Belgique, la politique coloniale belge ou l'augmentation de la durée du service militaire. Elle envoie une délégation à chacune des rencontres internationales du CMP et organise elle-même des congrès nationaux. C'est lors du Congrès national des partisans de la paix à Bruxelles en 1950 que Deltour, Dubrunfaut et Somville présentent *En avant vers Sheffield* et l'imposant *Non à la guerre*. En 1951, ils réalisent une toile à la gloire du Festival mondial de la jeunesse Bruxelles-Liège-Berlin avec laquelle ils remportent le 1^{er} prix. Roger Somville avait par ailleurs conçu l'affiche de la partie liégeoise de cet événement. Un an plus tard, ils assistent au Comité régional des partisans de la paix qui se tient à Bruxelles. Ils réalisent aussi à la même époque trois panneaux contre la CED pour les Assises régionales de la paix. Quant à Louis Deltour, il met son art au service de la campagne en vue de la réduction du service militaire, comme nous le verrons plus loin.

La situation politique belge : l'éphémère percée du Parti communiste

Pour mieux comprendre l'évolution politique de la Belgique au cours de la période 1947-1959 et l'influence exercée sur elle par le contexte international que nous venons de décrire, il importe de revenir brièvement à la situation de notre pays au lendemain de la guerre⁶. Le paysage politique de l'époque est en mutation : le parti catholique se déconfessionnalise et prend le nom de Parti social chrétien. Le Parti ouvrier belge (POB) disparaît pour laisser la place au Parti socialiste belge (PSB). PSC et PSB abandonnent le principe d'adhésion collective au profit de l'adhésion individuelle. Au cours de la même époque, le Parti communiste connaît une progression fulgurante. En août 1945, il atteint un sommet historique avec 87 892 membres (soit près de dix fois son effectif de 1938)⁷. Il bénéficie à l'époque d'un courant d'opinion favorable dû en grande partie à son implication dans la Résistance à l'occupant⁸. Il convient de rappeler à cet égard que le Front de l'Indépendance, principal mouvement de résistance populaire a été initié et organisé par les communistes. Par ailleurs, après la dissolution des syndicats par l'occupant et leur remplacement par le syndicat unique Union des travailleurs manuels et intellectuels (UTMI), le Parti est parvenu à s'implanter dans les bassins industriels wallons grâce à ses Comités de lutte syndicale et il bénéficie d'une bonne représentation au sein de certaines branches du secteur tertiaire à Bruxelles. Les élections législatives qui se déroulent le 25 février 1946 confirment son avancée. Avec 12,68% des suffrages, il opère une progression appréciable par rapport aux élections de 1939 (+ 7,5%) et voit le nombre de ses élus porté de 9 à 23 ! Le PCB devient ainsi la troisième formation politique du pays après le PSC (42,5%) et le PSB (31,56%), tous deux en progression, avec respectivement +10% et +1,5%, mais loin devant le Parti libéral qui perd 9% pour se retrouver à 8,92%⁹. Les gouvernements Van Acker III (mars-juillet 1946) et Huysmans (août 1946-mars 1947) sont des tripartites réunissant socialistes, libéraux et communistes. Ces derniers y occupent des portefeuilles importants¹⁰.

Le PCB est au sommet de son influence. Il recrute parmi les enseignants, les fonctionnaires, les intellectuels, les artistes et appuie son action sur une pratique culturelle mise au profit du processus de libération du peuple qui n'est pas sans rappeler l'idéologie du Front populaire en France dix ans plus tôt. Le collectif Forces murales ne poursuit pas d'autre but, lui qui entend « mettre l'art au service de tous ».

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

En 1947, les communistes quittent le gouvernement pour protester contre un nouvel ajustement du prix du charbon exigé par le patronat et s'excluent définitivement du pouvoir. La régression du PCB est aussi brutale que sa progression. Au cours des élections de 1949 (les premières auxquelles participent les femmes qui ont obtenu le droit de vote aux législatives l'année précédente) et de 1950, il passe respectivement à 7,5% puis 4,7%. Les raisons de ce recul sont diverses : effrayé par la concurrence se manifestant à sa gauche, le Parti socialiste s'est lancé dans une lutte électorale âpre et est parvenu peu à peu à museler l'influence communiste au sein de la FGTB¹¹. De plus, tandis qu'une série de crises frappent les secteurs industriels où le PC est le plus représenté (sidérurgie, mines, textile...), le climat de guerre froide devient plus prégnant, forçant le PCB à radicaliser ses positions notamment contre l'impérialisme américain et le plan Marshall. Ce faisant, il donne du grain à moudre à l'anticommunisme qui se manifeste notamment par l'expulsion des communistes des commissions de la Défense et des Affaires étrangères (1949), par l'assassinat le 18 août 1950 de Julien Lahaut, député sérésien et président du PCB et par l'arrêté du Premier Ministre Pholien (février 1951) interdisant l'accès de la fonction publique aux communistes en raison de leur obéissance « à un mot d'ordre venu de l'extérieur ». Malgré une tentative de redressement qui se manifeste lors du Congrès de Vilvorde (1954) au cours duquel la pratique du Parti depuis 1947 est remise en cause et la direction entièrement renouvelée, le PCB ne parvient pas à échapper au déclin électoral. Aux élections de 1958, il ne récolte plus que 1,9% des voix.

C'est donc un Parti en perte de vitesse qui fête son 30^e anniversaire en 1951 au Heysel et qui pour l'occasion charge Forces murales de créer une série de toiles évoquant la période glorieuse de son histoire, celle de son implication active dans les luttes ouvrières historiques. Au rang de celles-ci vient se profiler, malgré sa brûlante actualité, la Question royale !

La Question royale : premier indice d'une Belgique divisée

En 1950 éclate l'une des plus graves crises politiques qui aient secoué la Belgique d'après-guerre. La Question royale prend son origine dans l'attitude du roi Léopold III pendant la guerre. Une partie de l'opinion publique ne lui pardonne pas d'être demeuré en Belgique occupée et de n'avoir pas suivi son gouvernement à Londres, certains lui reprochant même une attitude ambiguë envers l'occupant et notamment sa rencontre avec Hitler. Par ailleurs, son mariage avec Lilian Baels en 1941 a semé la polémique. En violation de la Constitution, le mariage religieux a précédé le mariage civil. Par ailleurs le « lustre » qui l'a accompagné a été mal perçu par une population dont rationnement et privation constituent le lot quotidien. Dès la fin de la guerre, se pose la question du retour du roi en Belgique¹². Communistes et socialistes exigent l'abdication du souverain, mais se heurtent à l'opposition des libéraux et des catholiques. Le gouvernement Eyskens I (libéral-catholique) qui se met en place après les élections de 1949 décide d'organiser une consultation populaire relative à la question du retour royal. Le 12 mars 1950, la population belge se rend aux urnes. Les résultats affichent 57,68% de votes favorables, mais ils varient fortement selon les régions. Tandis que 72,2 % de Flamands ont voté « oui », les partisans du retour du



Les funérailles, le 2 août 1950, des victimes de Grâce-Berleur tuées par les forces de l'ordre ont donné lieu à un immense rassemblement de foule, coll. IHOES (Seraing).

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

roi ne constituent que 48,16% à Bruxelles et 42% en Wallonie. Une première vague de mouvements de grève éclate. Les élections de 1950 mettent en place un gouvernement social-chrétien homogène qui s'empresse de voter une motion constatant la fin de l'impossibilité de régner de Léopold III. Le retour du roi à Bruxelles, le 22 juillet 1950, suscite un violent mouvement d'opposition, particulièrement dans les centres industriels wallons. Une semaine plus tard, la répression musclée d'une manifestation organisée à Grâce-Berleur, en région liégeoise, se solde par la mort de quatre ouvriers et plonge la Belgique dans la stupeur. Au terme d'âpres négociations entre le roi, son entourage et le gouvernement, les dirigeants de la Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants-droit, sollicités comme médiateurs, obtiennent finalement du roi qu'il s'efface au profit de son fils, Baudouin. Nommé prince royal en août 1950, il succède à son père le 17 juillet 1951.

En accentuant le clivage entre laïcs et catholiques, la Question royale annonce déjà la tension exacerbée de la guerre scolaire qui opposera tenants de l'enseignement officiel et défenseurs de l'enseignement libre de 1950 à 1958 (avec comme point culminant la manifestation catholique de mars 1955). Ces deux événements accentuent le clivage croissant entre le Nord du pays de tradition plutôt catholique et le Sud, plus socialiste et laïc. Un clivage qui, s'ajoutant à la question linguistique, a depuis lors marqué tous les rapports communautaires en Belgique.

Intégration de la Belgique dans le bloc occidental et sacrifice de la politique de neutralité

Dans la querelle qui se fait jour entre l'URSS et les pays anglo-saxons quant au sort de l'Allemagne, la Belgique se rallie rapidement à l'optique américaine qui souhaite rendre à l'Allemagne prospérité et stabilité en l'intégrant au sein d'une Europe unie. Entre les deux grandes puissances, la Belgique avait déjà fait son choix en signant avec Washington des accords secrets relatifs à l'uranium du Congo qui avaient permis d'assurer le monopole atomique américain. Les débuts de la guerre froide (1947-1950) accélèrent encore le processus d'intégration (militaire, économique et politique) de notre pays au sein de l'axe occidental. Anticommuniste convaincu et ardent partisan de l'atlantisme, Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères (de 1944 à 1949 et de 1954 à 1957) joue un rôle essentiel dans ce processus. En mars 1948, la Belgique signe le traité de Bruxelles qui étend au Benelux un pacte d'assistance mutuelle conclu entre la France et l'Angleterre, originellement pour se protéger de l'Allemagne, mais qui, dans un contexte dominé par le « coup de Prague », se mue en « une organisation régionale de l'Europe occidentale, dans le cadre des Nations unies ». L'Union de l'Europe occidentale (UEO) est née. Ce faisant, Spaak met fin à la politique de neutralité observée par la Belgique depuis sa création et qu'il a lui-même incarnée avant 1940. L'intégration de notre pays dans le bloc occidental s'accroît encore avec l'adhésion à l'OTAN qui entraîne, en décembre 1950, le départ d'un bataillon de 600 volontaires belges dans le cadre du corps expéditionnaire en Corée décidé par l'ONU. La Belgique prend part également au projet de Communauté européenne de défense signé en 1953, mais qui échoue en 1954 avec le refus de ratification par l'Assemblée nationale française. L'UEO, qui étend la même année le Pacte des Cinq à l'Italie et à la RFA, est une alternative à la CED.

Comme nous le verrons ultérieurement, la place de la Belgique dans le bloc occidental se lit aussi sur le plan économique par sa participation au plan Marshall et à l'OCDE et par sa contribution substantielle à la construction européenne.

La prolongation du service militaire

En septembre 1950, les ministres de l'UEO avaient décidé d'augmenter la durée du service militaire dans leur pays respectif. En octobre, le ministre catholique Étienne De Greef annonce l'intention du gouvernement belge de porter la durée du service militaire de 12 à 24 mois. Cette nouvelle provoque un tollé non seulement dans les rangs de l'opposition, mais aussi parmi les jeunes directement concernés et dans les associations ouvrières. Au cours de l'été 1952, une vaste campagne de protestation touche non seulement les casernes du pays et d'Allemagne, mais aussi un grand nombre d'entreprises en région liégeoise, à Charleroi, dans le Centre et dans le Brabant wallon. En août, dix-neuf miliciens qui participaient à une manifestation sont arrêtés et incarcérés. Mais c'est l'affaire de

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

Casteau qui marque surtout les esprits. Dans la nuit du 3 au 4 août, quelque 70 soldats quittent la caserne de ce petit village proche de Soignies pour se rendre en camions militaires aux casernes de Mons, de Tournai et de Charleroi. À Monceau-sur-Sambre, la gendarmerie arrête seize « meneurs » qui sont traduits devant le Conseil de Guerre. L'auditeur militaire Roggen requiert dix ans, un mois et huit jours de détention pour révolte, désertion, abandon de poste et violence. En appel, les peines sont ramenées à 75 mois de prison et 112 jours de cachot. Une importante campagne de solidarité avec « les gars de Casteau et de Namur » sera lancée à laquelle Louis Deltour participera en concevant une affiche et une série de cinq cartes de soutien.

Contexte économique et social : de la reconstruction à l'aube des *Golden Sixties*

Au point de vue économique, c'est le terme « reconstruction » qui marque la période d'après-guerre¹³. Le conflit a laissé une partie importante de l'Europe exsangue et les divers gouvernements doivent faire face à deux problèmes majeurs : régler les carences en alimentation et reconstruire les industries fortement endommagées afin de relancer au plus vite leur économie moribonde. La Belgique est à cet égard relativement privilégiée. Contrairement à ce qui s'était passé lors de la Première Guerre mondiale où l'essentiel de ses usines avait été soit détruit par l'occupant, soit entièrement démantelé et emporté en Allemagne, son industrie sort relativement épargnée du récent conflit. Dès 1944, l'économie belge profite de la rapide réouverture du port d'Anvers ; nos entreprises sont capables de répondre à la fois aux besoins des troupes alliées et aux demandes des pays voisins prêts à payer au prix fort les biens d'équipement et de consommation indispensables à leur reconstruction. Cette situation permet la mise au travail immédiate de nombreux ouvriers.

Le problème essentiel est le manque de charbon et de matières premières. Si le gouvernement Pierlot de retour de Londres ne prend pas suffisamment rapidement conscience du problème, le gouvernement qui lui succède, en février 1945, fait de cette question une priorité. Le Premier Ministre, Achille Van Acker endosse d'ailleurs lui-même la fonction de « ministre du Charbon » et lance la fameuse « Bataille du charbon » destinée à retrouver au plus vite la production d'avant-guerre. L'essentiel des aides reçues via le plan Marshall (signé le 3 mars 1948) est d'ailleurs injecté dans le rééquipement des charbonnages. Pour faire face à la réticence de la main-d'œuvre belge à descendre dans les mines, l'État fait dans un premier temps appel aux prisonniers allemands. Ils sont ainsi quelque 45 000 à travailler dans nos charbonnages en 1945. Leur libération progressive (qui s'achèvera en 1947) oblige le gouvernement à faire appel à une main-d'œuvre étrangère. Un protocole d'accord est ainsi signé avec l'Italie le 20 juin 1946 qui inaugure un indigne échange : « des hommes contre du charbon ». Chaque semaine 2000 travailleurs italiens seront envoyés en Belgique. En compensation, l'Italie se verra livrer 200 kilos de charbon par jour et par homme envoyé. La catastrophe de

Marcinelle, en août 1956, qui fait 262 victimes (dont 136 italiennes), sert de déclencheur à une limitation sérieuse de l'immigration et oblige la Belgique à se tourner vers d'autres pays pour importer sa main-d'œuvre (Espagne, Portugal, Grèce...). La série d'œuvres que Forces murales consacre entre 1951 et 1956 aux mineurs constitue à la fois un merveilleux hommage aux « gueules noires » et un précieux témoignage des difficiles conditions de travail dans les charbonnages.



En 1952, les artistes de Forces murales réalisent de nombreux croquis de chômeurs à Verviers. Ici, Louis Deltour et Roger Somville au travail, sous l'œil curieux de sans-emplois, coll. IHOES (Seraing).

EXPOSITION 08/05 - 28/06

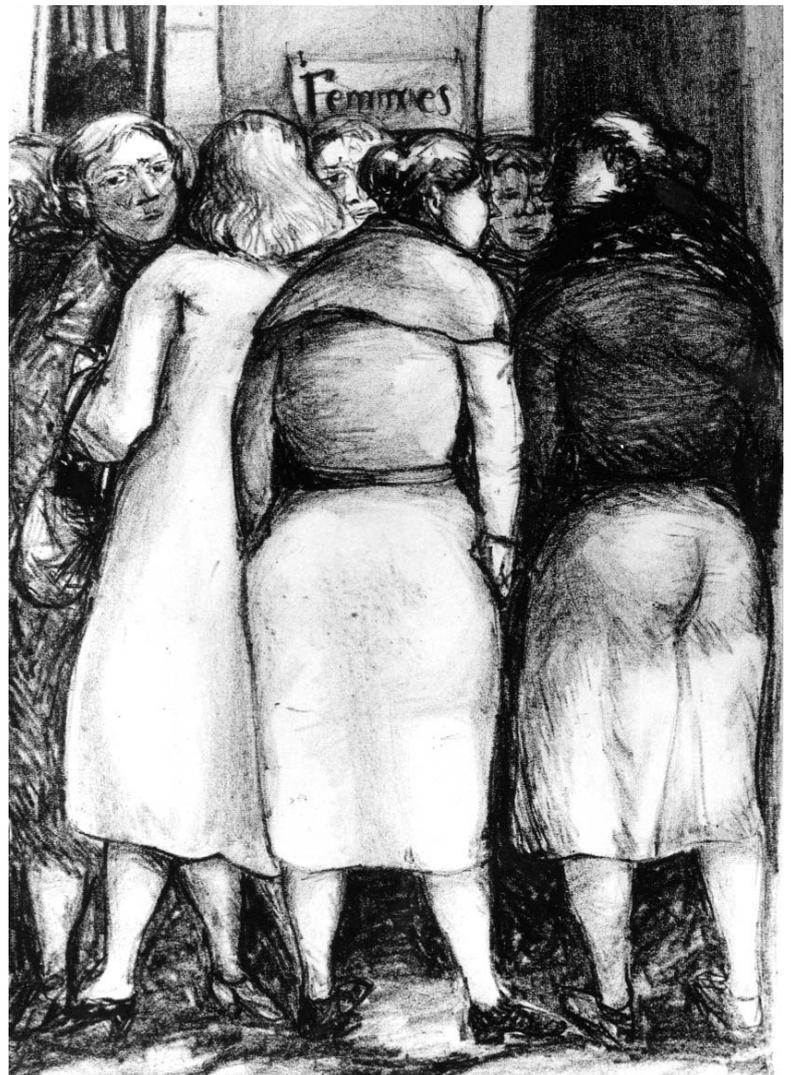
Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

Le choix, opéré par le gouvernement Van Acker de la libéralisation économique où le prix retrouve son rôle régulateur, permet à la Belgique de maîtriser rapidement l'inflation et de connaître une relance de son économie quelques années avant les autres pays touchés par la guerre. Néanmoins, à partir de 1947-1949, cette suprématie disparaît. L'industrie belge, technologiquement vétuste, parvient de moins en moins à rester compétitive face aux industries modernes reconstruites par les pays voisins. Dans ce climat de concurrence exacerbée, une crise s'installe fin des années 1940 (le franc belge est dévalué en 1949) et le chômage fait sa réapparition pour atteindre un maximum de 230 000 chômeurs complets en 1955. Trois ans auparavant, Force murales témoigne dans la série de croquis préparatoires pour *Les travailleurs* de la réalité des laissés pour compte à Verviers dont les industries métallurgique et textile sont frappées de plein fouet par la crise.

La crise de Corée et la guerre qui s'ensuit permettent néanmoins à l'économie belge de se redresser en exportant des produits (acier notamment) nécessaires à la fabrication des armes. La croissance s'accroît encore, favorisée par le rôle moteur pris par la Belgique dans la construction européenne (Bruxelles accueille au cours des années cinquante le siège de plusieurs institutions européennes) et l'entrée du pays dans diverses zones d'intégration économique : Benelux, OECE (entrés tous deux en fonction en 1948), Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA en février 1953), sans oublier bien sûr la CEE, avec la signature du traité de Rome en 1957. Pour faire face à la concurrence accrue qui en résulte, syndicats et patronat signent les déclarations communes sur la productivité (1954 et 1959) dans lesquelles ils s'accordent sur la nécessité d'augmenter la productivité et l'emploi et de garantir la position concurrente de l'économie belge. Les années cinquante sont aussi marquées par la reprise d'une politique de grands travaux publics (notamment par la création du fonds des routes en 1955). La Belgique entre dans une période de quasi plein-emploi et de prospérité économique dont le symbole est l'Expo 58, véritable vitrine internationale du savoir-faire belge.

Cette période faste pour la Belgique se termine à la fin de la décennie : la fermeture progressive des charbonnages du Sud du pays secoue durement les bassins industriels wallons et les premiers troubles au Congo annoncent la perte imminente de notre lucrative colonie. Tandis qu'au cours de l'hiver 1960-1961 les pavés chauffent sous la contestation contre la Loi unique, l'économie belge entre temporairement en hibernation. Les *Golden Sixties* qui suivent immédiatement se placent sous le signe d'un pouvoir d'achat en hausse et d'une consommation effrénée. Elles endormiront une part importante de l'opinion publique et la détourneront des indispensables questions quant à la nécessaire reconversion de l'industrie wallonne.



Edmond Dubrunfaut, *À Verviers, la ségrégation au chômage*, 1952, crayon lithographique sur papier kraft, 69 x 49 cm, Seraing, IHOES.

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

Une décennie de progrès social

La période d'activité de Forces murales correspond, et ce n'est sans doute pas un hasard, à une décennie parmi les plus riches en termes d'avancées sociales.

Au lendemain de la guerre, la situation de la population est catastrophique. Confrontée à un ravitaillement insuffisant et à la perte constante de pouvoir d'achat en raison de l'inflation galopante, la population a du mal à cacher son mécontentement. En vue d'éviter toute émeute, mais aussi afin d'éviter une éventuelle propagation des idées communistes, les gouvernements successifs prennent une série de mesures pour améliorer rapidement la situation des travailleurs. C'est ainsi qu'en décembre 1944 (alors que la bataille des Ardennes fait encore rage) est mis en place un système de sécurité sociale obligatoire pour tous les salariés. Il s'agit de la première concrétisation des dispositions du Pacte social, conclu pendant le conflit entre représentants des organisations patronales et des syndicats clandestins afin de préparer l'après-guerre. Sur la base de la double reconnaissance qu'implique le pacte (le patronat accepte de reconnaître les syndicats comme interlocuteurs, ceux-ci en échange ne remettent pas en question les structures du pouvoir capitaliste), c'est tout le système belge de concertation sociale qui se met peu à peu en place¹⁴. Entre 1944 et 1948 de nombreuses conférences nationales du travail sont organisées sur des questions de salaire, de conditions de travail. Au cours de la même période, des comités de sécurité et d'hygiène sont institués au sein des entreprises (1946) et la délégation syndicale est officiellement reconnue (1947). La loi portant sur l'organisation de l'économie (1948) prévoit quant à elle la création des conseils d'entreprises et le principe des élections sociales (organisées pour la première fois du 25 février au 6 mars 1950). Enfin le Conseil national du travail, chargé de traiter les questions sociales, voit le jour en 1952.



EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

Cette implication nouvelle des syndicats dans l'administration et l'économie de concertation correspond à une période de plein essor en termes d'accroissement d'effectifs et des taux de syndicalisation. La jeune FGTB (née en 1945 de la fusion de l'ancienne CGTB, du Mouvement syndical unifié d'André Renard, des CLS communistes, de la Confédération belge des syndicats unifiés et du Syndicat général unifié des services publics) est alors le syndicat dominant devant la CSC et la CGSLB. À partir de 1958, elle perd néanmoins cette position au profit de sa rivale chrétienne.

Les revendications des travailleurs en faveur d'une véritable démocratie économique semblent alors à portée de main : les débats consacrés à la cogestion et à l'autogestion fleurissent ; l'on veut croire au dialogue social. En dehors du conflit mené en 1955 en vue de l'obtention de la semaine des 45 heures et des grèves de 1957 dans la métallurgie, les années cinquante sont d'ailleurs caractérisées par une relative paix sociale. Celle-ci prend fin brusquement avec le début de la décennie suivante. Au cours de l'hiver 1960-1961, la « grève du siècle » constitue une réaction violente au projet de Loi unique, le plan d'austérité concocté par le gouvernement Eyskens.

Entre-temps, Forces murales a cessé d'exister. Nul doute que ce mouvement de contestation (le dernier d'une telle ampleur en Belgique) aurait inspiré « nos » artistes. Il ne nous reste dès lors que le loisir d'imaginer comment le collectif eût par exemple transposé en figures puissantes la mise à sac de la gare des Guillemins à Liège.

Les chemins de Louis Deltour, d'Edmond Dubrunfaut et de Roger Somville sont désormais séparés. L'esprit du manifeste, quant à lui, demeure. Chacun des trois artistes fait montre dans son œuvre ultérieure de cet humanisme profond, de la volonté d'exalter le travail et la vie des hommes, de la détermination à œuvrer en faveur de la paix et à dénoncer l'injustice. Et la comparaison croisée des trois parcours après 1959 fait apparaître de troublantes similitudes dans les thématiques traitées : les sans-abri (auxquels Deltour, Dubrunfaut et Somville consacrent une série d'œuvres dans les années 1990), l'enfance dévastée par la guerre (*L'enfant de tous les Hiroshima* de Somville en 1981, *Rien que des enfants* de Dubrunfaut en 1994), l'exaltation de la lutte (*La manifestante* de Somville en 1982, *La soupe des grévistes* de Deltour en 1986)... Au-delà des thématiques, tous trois témoignent de cette même foi profonde en l'homme et en la vie sur laquelle s'est érigée cette expérience créative collective hors du commun que fut Forces murales.

Ludo Bettens

¹ Pour davantage de renseignements sur la guerre froide, on consultera notamment le livre de Lilly Marcou, *La guerre froide, l'engrenage*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1987. En ce qui concerne plus spécifiquement les débuts de la guerre froide et son impact sur la Belgique, on se reportera à Jules Gérard-Libois et Rosine Lewin, *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe 1947-1953*, Bruxelles, Coll. Pol-His, 1992.

² Parmi les mouvements apparus à l'issue de la Première Guerre mondiale et qui sont basés sur les principes de « non-violence », on retiendra principalement l'Internationale des résistants de guerre (IRG), de tendance laïque et progressiste, favorable à l'abolition des classes et des barrières qui séparent les peuples », ainsi que les mouvements chrétiens tels le Mouvement international de la réconciliation (MIR) et le Mouvement chrétien pour la paix (MCP). De manière étonnante, la plupart des mouvements nés dans le contexte de la montée des fascismes dans l'Europe des années trente (tels le Mouvement Amsterdam-Pleyel, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, le Rassemblement universel pour la paix) disparaissent à la fin de la guerre, mais nombreux sont leurs militants qui s'engagent dans les nouveaux mouvements qui apparaissent alors (notamment l'Union belge de défense de la paix).

³ Sur les mouvements pacifistes en Belgique à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, on consultera : Jean Van Lierde, « Les mouvements de paix en Belgique » in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 24 avril 1964, n° 240, p. 2-21 ; Bruno Coppieters, « Les relations entre les mouvements belges et soviétiques pour la paix » in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1988, n° 1190, p. 6-10. Concernant *Pax Christi*, nous renvoyons à l'article d'Isabelle Boydens, « Un mouvement pour la paix au cœur des tensions nationales et internationales : Pax Christi. Histoire de la branche francophone belge », in *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1994-1995, n° 3-4, p. 481-537. Enfin concernant l'UBDP, nous renvoyons à Anne Deprez, *L'Union belge pour la défense de la paix et son impact : Liège, 1948-1969*, mémoire en vue de l'obtention du grade de licenciée en histoire, Université de Liège, 1988.

⁴ Ce qui n'empêche pas de connaître des dissensions en son sein. Ainsi les participants britanniques et américains marqueront leur désaccord face au rejet par le CMP de l'« impérialisme américain » et de la politique de Tito. De son côté le pacifiste belge Jean Van Lierde dénonce les procès politiques dans les pays de l'Est et réclame pour ces derniers le droit à l'objection de

EXPOSITION 08/05 - 28/06

Forces murales, un art manifeste

Animations d'éducation permanente

conscience. L'intervention soviétique en Hongrie (1956) sera source d'autres conflits internes (Anne Deprez, *idem*, p. 14-20).

⁵ Le prix en arts plastiques sera finalement décerné à Picasso pour sa colombe de la Paix. Quant à la médaille d'or, elle est attribuée à l'artiste italien Renato Guttuso pour son album d'illustrations relatif à la Deuxième Guerre mondiale, *Gott mit uns*.

⁶ Pour plus de détails sur l'histoire politique de la Belgique d'après-guerre, le lecteur consultera les ouvrages suivants : Xavier Mabilille, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, 4^e éd., Bruxelles, CRISP, 2000 et Els Witte & Jan Craeybeckx, *La Belgique politique de 1830 à nos jours. Les tensions d'une démocratie bourgeoise*, Bruxelles, Labor, Coll. Archives du Futur Histoire, 1987.

⁷ José Gotovitch, « Histoire du Parti communiste de Belgique », in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1997, n° 1582, p. 36.

⁸ Sur le rôle des communistes au sein de la Résistance, on consultera l'ouvrage de José Gotovitch, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor, Coll. Archives du Futur Histoire, 1992.

⁹ Rik Hemmerijckx, *Van Verzet tot Koude Oorlog, 1940-1949 : machtsstrijd om het ABVV*, Bruxelles-Gand, VUB Press-Amsab, 2003, p.205 ; Xavier Mabilille, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, 4^e éd., Bruxelles, CRISP, 2000, p. 307.

¹⁰ Dans les deux gouvernements quatre ministères sont gérés par des communistes : la Reconstruction (Jean Terfve), la Santé publique et la Famille (Albert Marteaux), le Ravitaillement (Edgar Lalmand) et les Travaux publics (Jean Borremans).

¹¹ Voir à ce propos Rik Hemmerijckx, *op. cit.*, p. 169-253.

¹² Lors du débarquement allié du 6 juin 1944, la famille royale a été emmenée en Allemagne.

¹³ Pour davantage d'informations sur la situation économique en Belgique, on se reportera aux ouvrages de R. Leboutte, Jean Puissant & D. Scuto, *Un siècle d'histoire industrielle (1873-1973), Belgique, Luxembourg, Pays-Bas. Industrialisation et sociétés*, Paris, SEDES, Coll. Regard sur l'histoire, 1998 ; F. Cammarata & Pierre Tilly, *Histoire sociale et industrielle de la Wallonie*, Bruxelles, Éditions Vie ouvrière, 2001 ; Fernand Baudhuin, , Bruxelles, Établissements Émile Bruylant, 1970, 2 tomes.

¹⁴ Sur la mise en place du système de concertation sociale en Belgique, nous renvoyons à Dirk Luyten, *Sociaal-economisch overleg in België sedert 1918*, Bruxelles, VUB Press, 1995.